

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19495 - 75ÈME ANNÉE

Lettre ouverte d'Yvan Dejean

« Sauvons-nous, nous-mêmes »



Que faire alors ?

C'est la crise de trop. La Réunion est déjà un département socialement hors norme. Les institutions locales n'ont plus de légitimité. Les budgets ne sont pas votés.

Le refus de prendre les décisions justes pour protéger la population, comme celle de fermer l'aéroport et de mettre en quarantaine les arrivants sont irresponsables. Des voix se lèvent pour demander des sanctions.

Nous aurions pu éviter tout cela si les décisions étaient prises, ici, à La Réunion, en toute responsabilité, sous le contrôle de la population concernée.

Espérons que cette terrible épreuve collective de confinement conduira la population et ses représentants économiques, sociaux, culturels et politiques à la modestie et à la raison pour une nouvelle gouvernance Réunionnaise trop longtemps repoussée.

Celle-ci doit reposer sur le respect de la nature et la solidarité humaine, impliquer toutes les bonnes volontés. Une façon Réunionnaise de nous sauver en inter-action avec le monde.

#restons confinés#

La vie humaine est en danger ! Nul n'est à l'abri. Nous sommes tous vulnérables. Les plus fragiles le sont encore plus.

Le mythe de l'Homme qui peut exploiter la Nature sans réfléchir aux conséquences s'est effondré avec le réchauffement climatique et les maladies émergentes.

La gestion d'un système du chacun pour soi ou bien chacun dans son coin est en faillite. La crise sanitaire est un révélateur de ce constat. Les États luttent contre la pandémie, chacun dans son pays, et les territoires reproduisent le même schéma.

Ce n'est pas le fruit d'un hasard. Les Gouvernements libéraux et individualistes qui dirigent le destin du monde sont irresponsables, voire coupables.

L'appel de l'Italie à la Chine, Cuba et la Russie montre que la survie repose sur la solidarité et la coopération.

Dans ce contexte, comment ne pas mettre en parallèle la situation française et le rapport du gouvernement avec les anciennes colonies.

L'épisode des masques pourris envoyés à La Réunion et distribués aux professionnels de santé est significatif d'un mépris sans borne de nos peuples.

L'appel à la démission du Préfet et la directrice de l'Ars témoigne d'une crise de confiance profonde dans la population avec les autorités. Un collectif d'élus Réunionnais et des fonctionnaires d'état aurait été plus judicieux.

Conséquence de l'état d'urgence sanitaire

CGT : le gouvernement profite du coronavirus pour casser les droits des travailleurs

La CGT alerte sur les conséquences des ordonnances prises par le gouvernement dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. « Ces ordonnances sont, pour la CGT, inacceptables, injustifiées et représentent une remise en cause sans précédent du droit du travail. Elles constituent bien un effet d'aubaine pour les employeurs », souligne le syndicat dans un communiqué reproduit ci-après.

Le conseil des ministres, réuni [le 25 mars], vient de rendre publiques ses ordonnances, mettant en place des dérèglementations majeures, en matière de droit du travail, en particulier sur le temps de travail, les congés, la prise des RTT ou encore le compte épargne temps.

Le gouvernement profite, ainsi, de manière scandaleuse, de la crise sanitaire pour déroger, dans certains secteurs économiques dits essentiels mais non définis, aux règles du droit du travail.

60 heures par semaine

La durée quotidienne maximale de travail est portée à 12 heures, au lieu de 10 heures actuellement, celle du travail de nuit à 12

heures au lieu de 8 heures.

De même, il décide de réduire le temps de repos, entre 2 journées de travail, à 9 heures contre 11 heures minimum aujourd'hui.

Il fixe la durée maximale de travail hebdomadaire à 60 heures contre 48 heures jusqu'ici et augmente également les durées de travail hebdomadaires, dans le secteur agricole ainsi que le travail de nuit.

Il instaure l'extension du travail le dimanche et prévoit la possibilité d'user de ces régressions jusqu'à décembre 2020.

Toutes ces décisions expriment sans nul doute la volonté gouvernementale et patronale de préparer une intensification de la production économique. Veulent-ils déjà assurer l'après crise sanitaire ?

Pire, la liste des secteurs concernés par ces dérèglementations sera définie unilatéralement par le gouvernement par le biais de décrets, alors que le gouvernement refuse toujours de définir quels secteurs non essentiels doivent arrêter leur activité et mettre enfin les salariés en sécurité.

Il y a donc un vrai risque que ces régressions, en matière de droit du travail, soit étendues à de très nombreux secteurs voire à toutes les activités.

Remise en cause sans précédent du droit du travail

Les ordonnances actent également des reculs majeurs en matière de prise des congés payés qui pourraient être imposés jusqu'à 6 jours ouvrables, avec un délai de prévenance réduit à 1 jour franc après accord soit collectif, soit directement entre le salarié et l'employeur dans les petites entreprises.

Ces ordonnances sont, pour la CGT, inacceptables, injustifiées et représentent une remise en cause sans précédent du droit du travail. Elles constituent bien un effet d'aubaine pour les employeurs.

L'urgence, au contraire, est de garantir la protection et la santé de tous les travailleur.euse.s, en listant l'ensemble des activités ne répondant pas à des besoins essentiels pour la population.

Ce dont ont besoin les travailleur.euse.s, c'est d'aides et non pas de nouvelles contraintes !

Montreuil, le 25 mars 2020

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Billet philosophique

Passer une nouvelle page de notre histoire

La semaine dernière dans cette chronique, nous avons évoqué en conclusion l'importance de cultiver la solidarité pour faire face à cette grave crise sanitaire internationale de l'épidémie du coronavirus. Des penseurs réunionnais ont mis en avant ces derniers jours des pensées intéressantes à ce sujet.

Nous citerons d'abord Thierry Laude, professeur de philosophie, qui a transmis le mardi 17 mars dans le courrier des lecteurs du "Quotidien de La Réunion" une alerte d'un ami italien sur la gravité de l'épidémie de Covid-19 au niveau mondial et sur la nécessité d'en prendre conscience. Parmi les commentaires du philosophe réunionnais à ce sujet, nous notons : « Ma patrie Créole, mon île et mon âme, deux fléaux nous menacent aujourd'hui : le virus, et plus encore, l'inconscience. Je veux dire par là l'absence de prise de conscience de la gravité du virus ».

Il ajoute : « Notre convivialité fait notre force, cela est vrai ; mais elle fait celle du virus aussi ». C'est pourquoi « il devient vital d'ouvrir les yeux », conclut Thierry Laude, en ajoutant que si nous suivons ce chemin, « dans notre langue créole : "tout' sava bien allé" ».

« Il faut tenter »

Autre réflexion importante à vous transmettre : selon le Dr Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID (Association Initiatives Dionnysiennes), « le coronavirus révèle la fragilité de la mondialisation libérale. (...) Un monde du capitalisme financier voit les banques et les fonds d'investissement et de pension faire la loi ; les Bourses dominer l'économie ; les multinationales mettre en



Julie Pontalba.

concurrence les pays qui pratiquent le dumping social, écologique et fiscal ; (...) Un coronavirus n'aurait qu'un impact limité sur l'économie dans un monde où la finance serait sous contrôle public, où la monnaie serait un bien commun, où la majorité des productions (y compris énergétiques) serait relocalisée, où la sobriété matérielle et énergétique supplanterait le consumérisme, et où l'on mettrait fin à la domination économique et politique des multinationales ».

Conclusion du Dr Bruno Bourgeon où il insiste sur son idée de départ : « la crise actuelle peut agir comme révélateur des fragilités extrêmes de la mondialisation libérale et contribuer à sa condamnation. D'autres crises n'ont pas suffi pour l'accuser. Il n'est pas certain qu'on y parvienne ici, mais il faut tenter ».

« Marqueur de notre histoire »

Enfin, citons Julie Pontalba, membre du Comité Central du Par-

ti Communiste Réunionnais et responsable du Mouvement Réunionnais pour la Paix, qui le 19 mars dernier a rappelé ceci : « Le 19 mars 1946 est une date historique, celle de la promulgation du texte qui transforma les colonies de Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion en départements français. Ce texte émane de la volonté des peuples concernés qui envoyèrent à l'Assemblée constituante des députés porteurs de ce projet de transformation. Le but était d'en finir au plus vite avec la misère coloniale qui faisait notamment de La Réunion un des pays les plus pauvres du monde ». Autre rappel : « En 2016, le PCR publia "70 ans après la loi du 19 mars 1946, un nouveau rassemblement pour une nouvelle politique, Mettre fin au néo-colonialisme". Le dernier mouvement social des Gilets Jaunes a accentué la prise de conscience de l'urgence d'un changement global, en associant tous les acteurs concernés. Plusieurs voix s'élèvent désormais pour une nouvelle gouvernance avec plus de responsabilité locale. Faut-il attendre une situation catastrophique pour opérer enfin ce changement ? Combien de temps et de gouvernements encore avant de nouvelles normes économiques, sociales, culturelles, environnementales et politiques ? En 2016, une proposition de loi a été déposée par Paul Vergès, alors sénateur, pour que le 19 mars soit férié et célébré. Je suis d'avis aussi que l'on reconnaisse cette date comme un marqueur de notre histoire, comme cela a été pour le 20 décembre, et que l'on passe maintenant à une nouvelle page pour répondre au mieux aux exigences de notre époque ».

Roger Orlu

Oté

Kuba, péi Fidel Castro i sava ède bann péi dann La Kriz sanitèr

Mé zami, mi sort agard dsi bann rézo sosio in spékta, mi pé dir azot, sa la mouye mon zyé. Kosa lété ? Lété l'arivé sinkant troi pèrsonèl santé kubin la vni donn kou d'min demoun l'Italie bien anbété avèk la kriz sanitèr lo korona-virus.. Mi pans zot i koné dann kèl tablatir bann zitalien i lé é mi pans zot la fine antann dopi plizyèr zour laba néna ziska zordi plis mor ké la fé dan La chine-l'androi la kriz la komansé.

Oui mé zami, Kuba i vien ède l'Italie : l'Itali in gran péi éropéin modèrn, é Kuba in gran zantiy avèk moins demoun ké l'Italie, avèk in nivo dévlopman infèryèr. Kuba in péi bloké partou par bann zamérikain. L'Italie konplis avèk l'érop par raport lo blokus amérikain. L'Italie troizyème puisans ékonomik éropéene.

Mé oila, kan l'amérik la blok Kuba é kann La russie l'arète ède lo péi té zot alyé dann la mèr dé Zantiy, Fidèl Castro la di, son péi i sava ète inn grann puisans médikal rokoni dan lo mond pou son l'indisti médikaman, pou la coopérasyon médikal avèk in bon pé péi. In pti rapèl : sé bann kubin la parti pou débarass l'afrik avèk lo virus d'Ebola, sé li ké la ède bann péi l'éstrème oryan pou bate atèr lo Sras épi lo virus H1N1, sé bann kubin la vni près an promyé pou ède bann shinoi débarass azot avèk lo korona virus.-Sé bann kubin la fabrik l'interféron la bien ède pou konbate lo covi-19.

Sé dir azot pou kosa kan moin la vi bann Kubin avèk zot drapo désann l'avyon, lé normal mon zyé la mouyé é mi pans in bon pé d'moun lété konm moin dovan lo bann zésploï in pti péi konmsa-pli gran ké La Rényon mé avèk solman 14 milyon d'moun-l'ariv a fé.

Aprés a moin la parti rogard in pé bann kubin dann lo mond antyé : 200 dann l'èspagn, plizyèr dizène dann Vénézuéla, plizyèr dann la dominik. Figir azot plizyèr dépitè fransé la domann gouvènman di bann kubin ède bann frans é bate lo korona virus atèr.

Mi arète la, mé si zot i gingn lir in pé Granma, suiv l'aktyalité pars sak bann kubin la gingn fèr, mi pans sa i doi rann anou léspoir nou osi fé kékshoz pou nout péi é kékshoz bien siouplé.

Justin